Le Forum Économique mondial de Davos promeut un contrôle total de l'information mondiale par les Big Tech



[Source : Le courrier des stratèges (lecourrierdesstrateges.fr)]

Par Edouard Husson

Le Forum Economique Mondial promeut la « Coalition mondiale pour la sûreté numérique » (Global Coalition for Digital Safety). Au moment où l'efficacité et le danger pour la santé des vaccins contre le SARS-COV2 en phase expérimentale sont de plus en plus discutés sur les réseaux sociaux du monde entier, le Forum de Davos passe à l'offensive pour tenter de coordonner la censure des gouvernements et celle des grandes plateformes de la Big Tech. Ce raidissement est bien entendu un signe de panique, mais vu la dispersion des forces de la liberté, il pourrait signifier aussi l'avènement d'un monde où nous ayons le choix entre le néo-fascisme façon Davos et le néo-maoïsme de la Chine continentale.



« La pandémie représente une fenêtre rare, mais étroite d'opportunité pour repenser, réimaginer et réinitialiser notre monde » Klaus Schawb, Président et fondateur du Forum Économique Mondial [de Davos] Oy'y a-t-il de commun entre Anna Bergström, CEO de Netclean, Dame Melanie Dawes, CEO d'Ofcom, Iain Drennan, directeur exécutif de la WeProtect Global Alliance, Mykhailo Fedorov, Vice-Premier ministre ukrainien, Julie Inman Grant, commissaire australienne à la sécurité numérique, Courtney Gregoire, Chief Digital Safety Officer de Microsoft, Tan Kiat How, Ministre de la Communication, de l'Information et du Développement National de Singapour, Maggie Louie, fondatrice et CEO d'Otto, Victoria Nash, Professeur Associé et directrice de l'Oxford Internet Institute, Susan Ness, Distinguished Fellow du German Marshall Fund of the United Zunaid Ahmed Palak, Ministre de L'information et des Technologies de la Communication du Bengladesh, Charlotte Petri Gornitzka, directrice des partenariats de l'UNICEF, Johnny G. Plate, Ministre de la Communication et de l'Information de la République d'Indonésie, Chris Priebe, fondateur et CEO de Two Hat Security, Joanna Rubinstein, ancienne présidente de la World Childhood Foundation,? Ils sont les coordinateurs — et le visage avenant, politiquement correct - d'une Global Coalition for Digital Safety mise en place par le Forum Economique mondial (WEF).

## L'enfer est pavé de bonnes intentions



Sur le site du WEF, on lit ces lignes, signées Courtney Gregoire:

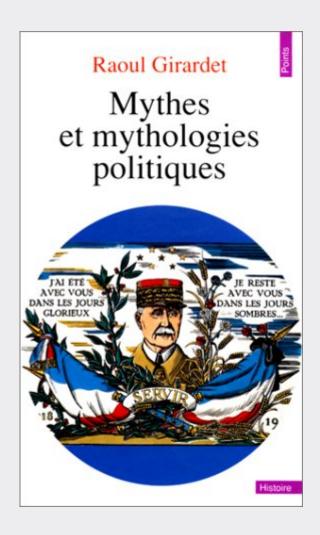
« La technologie offre des outils pour apprendre, jouer, se connecter et contribuer à la résolution de certains des plus grands défis du monde. Mais les menaces à la sûreté digitale sont nombreuses. Le Forum économique mondial étant particulièrement bien placé pour accélérer la collaboration public-privé nécessaire pour faire progresser la sécurité numérique à l'échelle mondiale, Microsoft est impatient de participer et de contribuer à l'élaboration de solutions de la société tout entière à ce problème de la société tout entière ».

Ces termes qui n'engagent à rien cachent en fait une volonté de contrôle mondial de l'information, telle qu'exprimée par le Forum Economique Mondial à propos....des vaccins contre le COVID 19. Lisons par exemple cet extrait d'un autre article paru sur le site internet du WEF:

« L'un des principaux défis de la sécurité en ligne est la prolifération de la désinformation en matière de santé, notamment en ce qui concerne les vaccins. Des recherches ont montré qu'un petit nombre de personnes influentes sont responsables de la majeure partie du contenu antivaccination sur les plateformes sociales. Ce contenu semble toucher un large public. Par exemple, une étude du King's College de Londres a révélé qu'une personne sur trois au Royaume-Uni (34 %) dit avoir vu ou entendu des messages décourageant le public de se faire vacciner contre le coronavirus. L'impact de ces messages dans le monde réel devient maintenant plus clair.

La recherche a également montré que l'exposition à la désinformation était associée à une baisse de l'intention de se faire vacciner. En fait, les informations erronées à consonance scientifique sont plus fortement associées à une baisse de l'intention de se faire vacciner. Une étude récente menée par l'Unité de recherche comportementale de l'Institut de recherche économique et sociale (ESRI) a montré que les personnes qui sont moins susceptibles de suivre la couverture médiatique du COVID-19 sont plus susceptibles d'hésiter à se faire vacciner. Au vu de ces résultats, il est clair que l'écosystème médiatique a un rôle important à jouer pour lutter contre la désinformation et atteindre le public afin d'améliorer les connaissances sur le vaccin ».

« L'élite globale » est devenue la première source de théories complotistes



Sur le site du Forum Economique Mondial, toujours, on trouve la référence à une étude du Center for Countering Digital Hate, présentée comme « scientifique« , qui affirme que la critique des vaccins développés contre le COVID 19 est le fait d'une douzaine, pas plus, d'influenceurs sur les réseaux sociaux:

« Douze personnes seulement sont à l'origine de près des deux tiers du contenu anti-vaccins qui circule sur les plateformes de médias sociaux. Cette nouvelle analyse du contenu posté ou partagé sur les médias sociaux plus de 812 000 fois entre février et mars révèle comment un petit groupe d'anti-vaxxers déterminés est responsable d'un raz-de-marée de désinformation — et montre comment les plateformes peuvent y remédier en faisant respecter leurs normes ».

On peut difficilement imaginer théorie du complot plus flagrante ! Comme s'il n'y avait pas des milliers de médecins à travers le monde que leur serment d'Hippocrate amène à recommander la prudence face à des vaccins expérimentaux. Comme si le droit n'était pas du côté de ceux qui disent qu'aucune vaccination obligatoire n'est légale tant que les vaccins sont encore en phase expérimentale. Comme si le site de l'Agence Européenne de Médicament [Ndlr : le site EudraVigilance qui dépend de l'EMA] ne recensait pas un nombre inquiétant de décès (1500) [plus de 17 500 au début juillet, sachant que seulement moins de 1 à 10 % des effets secondaires y sont

rapportés.] et de séquelles graves (150 000) [plus de 1 500 000] consécutifs à la vaccination contre le COVID. Comme si la base de données publiques Transparence Santé ne permettait pas de voir que les 100 signataires de la tribune du Journal du Dimanche en faveur de la vaccination généralisée totalisent 8,8 millions d'intérêts liés à l'industrie pharmaceutique.

Mais Klaus Schwab et son réseau sont-ils capables de considérer qu'un point de vue différent du leur relève d'autre chose que d'une conspiration contre leur prétention à faire le bien à la planète? Se souviennent-ils cette époque, pas si lointaine, où il existait des régimes politiques au sein desquels une droite et une gauche, incarnées en un ou plusieurs partis, confrontaient leur point de vue en espérant obtenir une majorité des suffrages? Cela s'appelait la démocratie.

La convergence des néo-fascistes et des néo-maoïstes au sein du Forum Économique Mondial



Heureusement, nous disposons des décryptages de quelques esprits libres. Eric Verhaeghe, fondateur et président du Courrier des Stratèges a publié un Dictionnaire du Great Reset. Je recommande aussi la remarquable étude de Joel Kotkin, The Rise of Corporate-State tyranny (l'avènement de la tyrannie de l'Etat allié aux grandes entreprises) dans laquelle cet universitaire californien décrit l'avènement d'un véritable néo-fascisme en Occident :

« Une convergence entre les deux superpuissances du monde est en train de se produire. Aux États-Unis, à mesure que la propriété et le pouvoir se consolident, la « diffusion du pouvoir », si essentielle à la démocratie, s'érode et l'autocratie se développe naturellement. Seuls les acteurs au plus haut niveau possèdent le poids et la motivation nécessaires pour influencer la politique. Ce puissant front consiste en une nouvelle alliance entre les grandes entreprises, Wall Street, et la cléricature progressiste du gouvernement et des médias.

Son programme comporte plusieurs objectifs. Du côté des entreprises, nous assistons à l'émergence d'un capitalisme de « parties prenantes », qui embrasse implicitement les priorités de l'État et celles des progressistes en général, comme un moyen de plaire aux régulateurs, aux plus réveillés parmi leurs employeurs et, dans une certaine mesure, à leur propre conscience. En cela, elles ressemblent aux entreprises des États autoritaires — comme l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler et la Chine d'aujourd'hui — où l'accumulation de capital privé est autorisée, mais où la dissidence par rapport aux normes convenues de l'académie des médias et du gouvernement, autrefois le privilège des individus et des entreprises, est maintenant largement interdite ».

Le fascisme de l'entre-deux-guerres, né dans l'Italie de Mussolini et porté à son maximum de nocivité dans l'Allemagne hitlérienne, a sombré dans la fascination pour l'aventurisme militaire et la revanche de la Première Guerre mondiale et sa « victoire volée ». Le néo-fascisme, qui met l'Etat au service des très grandes entreprises et se finance par la fiat currency poussée à l'extrême, ne commet pas les mêmes erreurs: il se présente comme pacifique, inclusif, antiraciste et sa fascination pour l'eugénisme se pare des atours du choix individuel transhumaniste tandis que la composante écologiste, facette méconnue du IIIè Reich, est mise en avant plus que de raison. Jonah Goldberg en avait proposé un tableau extraordinaire dans un livre intitulé Liberal Fascism et paru en janvier 2008.

Ce néo-fascisme a besoin d'un contrôle de l'information. Et il le confier aux entreprises de la Big Tech. Au sein du Forum de Davos, comme l'a montré John Laughland, cette élite occidentale néo-fasciste rencontre l'élite néo-maoïste de la Chine de Xi Jingping. On ignore souvent que le Forum de Davos tient depuis des années une session annuelle à Pékin.

Face à la convergence des deux néo-totalitarismes, les forces de la liberté sont dispersées, peu organisées et souvent naïves sur la détermination et la dangerosité de leurs adversaires.

Commentaire d'un lecteur de l'article (MC) sur le site source :

MC dit :6 juillet 2021 à 23 h 11 min

Je complète… Nous rendons publique la plainte et nos découvertes au niveau mondial et nous vous incitons à vous associer à l'action du CSAPE [Ndlr : voir Covid : plainte déposée contre la France devant la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité] en déposant également plainte avant que la situation ne devienne irréversible pour cause d'absence de résistance effective. Il s'agit de l'avenir de l'humanité dont nos enfants.

Vous pouvez prendre connaissance de la plainte jointe. Après avoir découvert les informations révélées, toutes factuelles, vous serez certainement convaincus de la nécessité d'agir.

Dans ce cas le CSAPE peut vous aider dans la démarche.

VOUS POUVEZ TÉLÉCHARGER LA PLAINTE ET LA NOTE DE DIFFUSION ICI : https://drive.google.com/drive/folders/15p8urv\_iJT3EisYYZ-\_mPND4PNbqeHMM?usp=sharing